



J'ai peur pour les enfants de Gaza

Description

Une enfance à Gaza est un véritable cauchemar avec l'eau empoisonnée, la faim, la peur et d'incessantes attaques aériennes.

Par Majed Abusalama, 15 novembre 2019



Un enfant palestinien avance à quatre pattes alors que d'autres enfants regardent dehors depuis leur maison familiale du camp de réfugiés d'Al-Shati à Gaza

ville, le 25 septembre 2019 [Mohammed Salem/Reuters]

Ces derniers jours, alors qu'Israël intensifiait son opération militaire sur Gaza, tout ce à quoi je pouvais penser c'était ma petite nièce d'un an, Elana, qui vit là-bas avec les autres membres de ma famille dans un camp de réfugiés.

Bien qu'elle ne soit qu'une toute petite fille, elle a déjà appris à se pencher de se cacher derrière une chaise ou sous une table chaque fois qu'elle entend une explosion causée par un raid aérien israélien.

Comme les autres enfants de Gaza, elle commence son enfance à une époque et en un lieu où Israël commet régulièrement des crimes de guerre dans une impudente impunité.

A la fin de sa dernière agression militaire sur Gaza, le gouvernement israélien a déclaré triomphalement qu'il avait effectué des « frappes chirurgicales » à Gaza et qu'il avait tué des « terroristes ». Une fois de plus, ses dirigeants ont déclaré que l'État sioniste l'avait fait parce qu'il a le « droit de se défendre » et le monde a opiné.

Le dit « assassinat ciblé » du commandant du Jihad Islamique Bahaa Abu al-Ata et de sa femme Asmaa a été suivi du bombardement de plusieurs autres zones dans la Bande de Gaza. En d'autres termes, l'« assassinat », comme nous disons en Palestine, d'Abu al-Ata et d'Asmaa, n'était que le commencement. Dès vendredi matin, des « frappes chirurgicales » israéliennes ont tué en tout 34 Palestiniens, presque la moitié d'entre eux étant des civils, dont huit enfants et trois femmes.

Il n'y a sûrement rien de « chirurgical » dans des bombardements qui tuent, non seulement les combattants accusés sans juge, ni jury, ni procès mais aussi leurs femmes, leurs enfants et diverses personnes présentes. Un chirurgien ne tue pas en masse, un criminel de guerre oui.

Et pourtant, la dite « communauté internationale » a refusé une fois de plus de condamner ce qui était effectivement une série d'assassinats extrajudiciaires et l'utilisation insouciante de bombes mortelles dans des zones densément peuplées de civils.

Avi Berkowitz, Assistant Délégué auprès du Président américain Donald Trump et le dernier membre important de sa dite « Equipe pour la Paix au Moyen Orient » a tweeté : « Les Etats Unis soutiennent complètement notre partenaire et allié Israël dans sa lutte contre le terrorisme et l'association terroriste, le Jihad Islamique palestinien. »

L'Union Européenne, cependant, a concentré son indignation sur les roquettes qui ont été tirées depuis la Bande de Gaza sur Israël en réponse à l'assassinat d'Abu al-Ata et a remarquablement gardé le silence sur le meurtre des civils palestiniens.

« Ce matin, Israël a mené une opération à l'intérieur de Gaza, visant un important dirigeant du Jihad Islamique palestinien. En réponse, des roquettes ont été tirées depuis Gaza sur le sud et le centre d'Israël », a déclaré le service extérieur de l'UE. « Le tir de roquettes sur des populations civiles est totalement inacceptable et doit cesser immédiatement. »

J'aimerais pouvoir dire que j'ai trouvé ces réactions choquantes. Mais nous, population de Gaza, sommes habitués au silence du monde face aux agressions brutales d'Israël contre nous. Au cours des 20 dernières années, même les déclarations les plus sympathiques venues d'Europe n'ont exprimé que de l'inquiétude devant les dites « escalades » et ont complétement ignoré l'incessante punition collective, répression et musellement des Palestiniens. Et les gouvernements « post-coloniaux » à travers le monde ont prouvé qu'ils n'avaient rien appris de leur propre histoire en gardant le silence sur les injustices qu'affrontent les Palestiniens avec la colonisation de peuplement israélienne.

J'ai grandi dans le Camp de réfugiés de Jabalia à Gaza. J'étais un enfant réfugié sans patrie, vivant avec mes parents, mes quatre oncles, leurs femmes et leurs enfants, et mes grands-parents, le tout dans cinq pièces.

J'ai vécu avec la première intifada. J'ai vécu avec la peur constante de raids de soldats dans notre maison et de l'arrestation de mon père et de mes oncles à cause de leurs activités politiques. J'ai vécu avec les tirs près de mon jardin d'enfants. J'ai vécu mon école primaire en me faisant tirer dessus. J'ai vécu mon cours préparatoire en étant bombardé par des munitions au phosphore blanc interdites. Puis j'ai eu à subir la brutalité de la réponse israélienne à la deuxième intifada. Alors que j'atteignais l'adolescence, puis l'âge adulte, j'ai vécu avec d'autres agressions, invasions et massacres sans nombre.

Puis je suis devenu journaliste, travailleur de l'aide humanitaire et défenseur des droits de l'Homme.

J'ai fait tout cela parce que je voulais aider mon peuple et informer et ouvrir les yeux du monde sur les horribles crimes de guerre d'Israël. En janvier 2014, alors que j'organisais des manifestations près de la zone tampon à l'est de Gaza avec d'autres groupes de jeunes, j'ai été atteint à la jambe par un tir à balle réelle. Au moment de l'attaque, nous étions simplement en train de planter des citronniers et des oliviers. J'ai toujours plaidé pour une résistance populaire pacifique à Gaza. Malheureusement, Israël permet rarement que la situation reste « pacifique » dans la Bande, comme nous en avons été témoins hebdomadairement depuis le début de la Grande Marche du Retour en 2018.

J'ai eu la chance de survivre et d'avoir une opportunité de quitter Gaza dans les mois qui ont suivi. J'étais traumatisé par ce qui m'était arrivé, mais je n'ai pas eu le temps de me pencher sur ce que je ressentais. Avec le début de l'Opération Bordure Protectrice, mon peuple, ma famille se sont à nouveau retrouvés agressés. J'ai dû informer, raconter ce qui se passait et faire campagne tout en étant inquiet, chaque seconde de chaque jour, pour ma famille. J'ai entrepris une tournée de conférences à travers l'Europe pour raconter aux gens, du mieux que je le pouvais, le sort des Gazaouis. Puis j'ai rapidement entamé en Norvège une MPhil (Maîtrise en Philosophie) en étudiant la paix et la transformation des conflits. Je suis maintenant installé à Berlin.

Je suis peut-être maintenant en sécurité en Europe, mais des milliers d'enfants, dont ma nièce Elana, essaient de survivre dans les mêmes conditions abominables que celles dans lesquelles j'ai vécu autrefois à Gaza. J'ai peur qu'Elana ne s'apprête à avoir une enfance aussi misérable que celle que j'ai eue, sinon pire. Si les choses ne changent pas et ce, rapidement, elle va passer la majeure partie de son enfance à se cacher des bombes israéliennes.

derrière des chaises ou sous des tables. Et, même pendant les périodes de « paix », elle devra endurer des conditions épouvantables dans un endroit qui a été défini comme « inhabitable » par les Nations Unies.

L'eau à Gaza est désormais maintenant impropre à la consommation. Contaminée et rare, en conséquence du siège brutal israélien et du bombardement des infrastructures, elle est cause de morts et de maladies.

Les Gazaouis n'ont par ailleurs la plupart du temps que six à huit heures d'électricité par jour, et parfois pas du tout pendant 24 heures. L'insécurité alimentaire est également élevée dans la Bande de Gaza. Les fermiers n'ont pas le droit de cultiver les terres qui sont dans ou à côté de la dite « zone tampon » le long de la barrière que les Israéliens ont construite pour raisons de « sécurité ». Approximativement 30 % de la terre agricole de Gaza ne peut être cultivée sans prendre de graves risques personnels, provoquant la perte de ressources vitales selon le PCHR. Les pêcheurs sont eux aussi dans l'impossibilité de jeter librement leurs filets, puisque le blocus maritime israélien ne leur permet pas d'utiliser entièrement les eaux territoriales de Gaza. La maison de ma famille à Gaza est à 1,5 km de la mer et nous entendons régulièrement les tirs des bateaux de guerre israéliens sur les pêcheurs palestiniens.

Les décombres surplombent le paysage à Gaza. Le siège israélien empêche les matériaux de construction d'entrer dans la Bande, et donc, après chaque agression israélienne, les bâtiments endommagés ou détruits ne peuvent être reconstruits.

Non seulement le blocus empêche les marchandises d'entrer dans la Bande, mais il empêche aussi les gens de quitter cette prison à ciel ouvert. Les hôpitaux manquent de médicaments et d'équipements, et pourtant, les patients sont obligés d'attendre des permis de l'autorité israélienne pour partir se faire traiter ailleurs ; beaucoup sont morts en attendant.

Les étudiants qui veulent étudier à l'étranger, explorer le monde et s'instruire sont eux aussi dans l'incapacité de partir. J'ai été l'une des heureuses exceptions. Si on remonte à 2013/2014, le passage de la frontière à Rafah n'était ouvert que trois jours tous les quatre mois et, même ces jours-là, obtenir les documents nécessaires pour être autorisé à sortir n'était pas facile. Après plus d'un an de tentatives, de lutte et d'attente, j'ai aussi pu sortir. Beaucoup d'autres n'ont pas eu cette chance.

Alors, quel avenir m'attendra-t-elle comme les autres enfants de Gaza ? Boire de l'eau empoisonnée, manger des aliments non comestibles, esquiver les bombes et prier pour qu'un jour elle puisse peut-être obtenir de ses tourmenteurs un morceau de papier qui lui permette de quitter la prison dans laquelle elle est née ? Devenir encore une autre statistique dans un rapport de l'ONU qui dira pour la troisième fois au monde dans quelle catastrophe humanitaire se trouve Gaza et quel point le siège israélien de plus d'une décennie et ses massacres récurrents sont criminels ?

Et pourtant, la communauté internationale continue d'agir comme si la population de Gaza était blâmer pour ses propres souffrances. Comme si les 365 kilomètres carrés de terre sur lesquels les Gazaouis essaient de survivre étaient un véritable pays, avec une armée, une marine, un dôme de fer, des avions de guerre, des abris, les dernières technologies militaires financées par les Etats Unis et les pays d'Europe. Comme si les deux millions de personnes entassées dans cette

Bande combattait des armes légères avec les Israéliens, et n'étaient pas de pauvres réfugiés occupés, agressés et dépossédés depuis des décennies.

Abu al-Ata était un « terroriste » pour avoir pris les armes contre l'oppression de son peuple, il a donc été éliminé « chirurgicalement » sans aucun procès (sa famille devenant un « dommage collatéral ») et voilà, c'est OK â?? c'est ainsi que raisonne la communauté internationale.

Des Palestiniens non armés étaient une « menace » pour la sécurité parce qu'ils manifestaient prais de la barrière israélienne, voilà pourquoi 213 d'entre eux ont été tués, dont 46 enfants, deux femmes, neuf personnes handicapées, quatre infirmier-e-s et deux journalistes, tandis qu'un nombre énorme de 14.115 personnes ont été blessées, et voilà aussi c'est OK.

Les deux millions de Palestiniens qui vivent à Gaza sont une menace démographique majeure pour Israël, c'est pourquoi on les maintient dans des conditions sous-humaines et on les bombarde occasionnellement â?? et voilà encore c'est tout aussi OK.

Pour cette dite communauté internationale, tout crime, et n'importe lequel, commis contre les Palestiniens semble parfaitement excusable !

C'est dans ce monde, sous le regard attentif de cette « communauté internationale », que ma petite nièce Elaâ??a va grandir, en tant que fille palestinienne de Gaza. Un jour, nous nous souviendrons de ces humains qui se sont intéressés à notre lutte et l'ont soutenue, et nous demanderons des comptes aux autres qui ont choisi, par leur silence, d'être complices des crimes de guerre d'Israël.

Les idées exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position éditoriale d'Al Jazeera.

Majed Abusalama

Majed Abusalama est un journaliste primé, un universitaire, un militant et défenseur des droits de l'Homme, venu de Palestine.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)

date créée

2019/11/25